



## 12<sup>e</sup> RÉUNION ANNUELLE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC – SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### Fiche synthèse

- ACTIVITÉ**
- Activité de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec le Sénat de la République française (DANRSF)
  - Paris et Haute-Savoie (France)
  - 22 au 26 mai 2018
- PARTICIPANTS**
- Délégation québécoise**
- M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
  - M. Mathieu Traversy, député de Terrebonne et vice-président de la DANRSF
  - M. Raymond Bernier, député de Montmorency et membre de la DANRSF
  - M. Michel Matte, député de Portneuf et membre de la DANRSF
  - M<sup>me</sup> Josée Soulard, conseillère au cabinet du président de l'ANQ
  - M<sup>me</sup> Caroline Côté, secrétaire administrative de la DANRSF
- Délégation française**
- M. Jean-Claude Carle, président du Groupe interparlementaire d'amitié France-Québec (GIAFQ) et sénateur de la Haute-Savoie
  - M<sup>me</sup> Maryvonne Blondin, sénatrice du Finistère
  - M. Loïc Hervé, sénateur de la Haute-Savoie
  - M. Bernard Rullier, secrétaire exécutif du GIAFQ
- CONTEXTE**
- Depuis 2003, l'ANQ et le Sénat français tiennent des réunions annuelles en alternance au Québec et en France.
  - En vertu du Protocole d'accord entre le GIAFQ du Sénat de la République française et la DANRSF, les parties établissent des thèmes d'échange fondés sur des intérêts communs.
  - La dernière rencontre a eu lieu à Québec, du 3 au 8 avril 2017. À cette occasion, les parlementaires ont pu échanger notamment sur les questions d'actualité politique et parlementaire, sur l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), sur l'édition génomique et sur le tourisme de montagne.
  - En plus des réunions annuelles avec le GIAFQ, l'ANQ reçoit régulièrement des commissions parlementaires du Sénat français ou de l'Assemblée nationale française qui viennent au Québec en mission d'étude.

## **THÈMES**

- Actualité politique et parlementaire
- Intelligence artificielle
- Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG)
- Tourisme de montagne

## **OBJECTIFS ET ENJEUX**

- Communiquer les moments significatifs de l'actualité parlementaire québécoise depuis avril 2017 et s'enquérir des récents enjeux de l'actualité politique et parlementaire en France.
- Présenter le secteur de l'intelligence artificielle au Québec et profiter des échanges avec les experts français et des visites de terrain pour identifier les pratiques novatrices dans ce domaine et les possibilités de collaboration entre le Québec et la France. Discuter des enjeux éthiques et du rôle des parlementaires pour assurer un cadre juridique à ces nouvelles technologies.
- Poursuivre les discussions sur la ratification et la mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), plus particulièrement sur le volet agricole.
- Échanger sur le thème du tourisme de montagne et identifier des avenues de collaboration entre la France et le Québec.
- Contribuer au maintien et au renforcement des liens entre le Sénat français et l'ANQ.

## **COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**

- Dans le cadre de cette 12<sup>e</sup> réunion annuelle, le président de l'ANQ, accompagné de sa délégation, a eu un entretien avec le président du Sénat, M. Gérard Larcher. Les échanges ont porté sur des sujets d'actualité tels que les élections québécoises, l'évolution de la Francophonie dans la perspective du Sommet d'Erevan, en octobre prochain, la mobilité de la main-d'œuvre et l'AECG. La délégation a, par la suite, été saluée en séance publique par le président de séance au Sénat.
- En lien avec le thème de l'intelligence artificielle, la délégation québécoise s'est rendue sur le plateau de Saclay, qui concentre 40% de la recherche publique et de la recherche et développement (R&D) privée d'Ile-de-France, afin de visiter deux laboratoires. Tout d'abord DATA IA, un institut de convergence qui rassemble des compétences de recherche interdisciplinaire dans les sciences des données et de l'intelligence artificielle au service des sciences humaines et sociales. Une entente de partenariat entre DATA IA et l'institut québécois IVADO a été signée au printemps 2018.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Par la suite, la délégation s'est rendue au Laboratoire LIST du Commissariat à l'énergie atomique. Cet institut est dédié aux systèmes numériques intelligents. Sa mission est de réaliser des développements technologiques d'excellence pour le compte de partenaires industriels. La visite s'étant effectuée pendant le «Paris Saclay Spring 2018», la délégation québécoise a participé au «Pitch Contest» qui permet à une sélection de jeunes entreprises innovantes en recherche de financement, en phase d'amorçage ou de croissance, de présenter leur projet. Cela leur permet de bénéficier de la visibilité offerte par cette manifestation et d'être mises en relation avec des investisseurs et des partenaires. La délégation a ainsi pu, entre autres, mesurer les progrès du véhicule autonome développé par Renault en partenariat avec LIST.
- Sur le thème de l'Accord économique et commercial global, la délégation québécoise s'est entretenue sur le volet agricole avec le député européen et maire de Chambéry, M. Michel Dantin. En préambule, le député a jugé l'accord équilibré en raison de la proximité culturelle et des niveaux de vie comparables. De plus, il a abordé la question du programme d'aide financière mis en place par le Canada pour dédommager les producteurs laitiers des pertes liées à l'AECG.
- Les membres de la délégation se sont rendus à Veyrins-Thuellin (Isère) pour visiter l'entreprise Sigma Composite (filiale du groupe POMA), fabricant français de télécabines depuis 50 ans.
- Une visite chez Baud, une industrie de fabrication de pièces usinées (décolletage), a permis à la délégation de mesurer les efforts d'une filière sous tension. Aux prises avec une pénurie de main-d'oeuvre, l'entreprise utilise le concept de Salon des métiers industriels et de l'entreprise (SMILE) pour remédier à la perception négative et dégradée d'une filière industrielle et du travail en usine. Ce concept permet aux étudiants d'expérimenter les 14 différents métiers de la filière en réalisant un produit usiné (lampe) au cours de la visite du salon. De plus, l'industrie vient de lancer son école interne qui recrute des stagiaires selon la méthode de recrutement par simulation, qui sélectionne les candidats sur leurs aptitudes et leur motivation, ceux-ci ont différents parcours parfois éloignés de la mécanique (menuiserie, cuisine...).
- Par la suite, la délégation québécoise s'est déplacée dans la vallée de Chamonix pour rencontrer le député Martial Saddier. Celui-ci a présenté la politique de protection de la ressource en eau et en air qui vise à concilier les ressources naturelles aux activités industrielles de la Haute-Savoie, département qui a le meilleur PIB industriel de France.

**COMMENTAIRES/CONCLUSIONS  
(SUITE)**

- Finalement, la délégation a rencontré le maire de Chamonix, M. Éric Fournier, le président de Domaines skiables de France, M. Pierre Lestas, et le responsable du Syndicat national des moniteurs de ski français, M. Fernand Masino, avec lesquels ils ont eu des échanges sur l'adaptation aux nouvelles pratiques touristiques et aux changements climatiques. Plusieurs sujets ont été abordés tels que les faiblesses et les atouts des stations de montagne ainsi que les défis liés à la baisse de 25% de la pratique du ski chez les jeunes.

**COÛT**

Repas <sup>1</sup>	745,00 \$
Hébergement	2 860,47 \$
Transport <sup>2</sup>	18 196,97 \$
Interprétation	0,00 \$
Autres <sup>3</sup>	1 453,22 \$
<b>Total</b>	<b>23 255,66 \$</b>

---

<sup>1</sup> Des frais de repas pourraient avoir été comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement du cabinet du président de l'Assemblée nationale.

<sup>2</sup> Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

<sup>3</sup> Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.